

L'instrumentalisation politique de l'idée d'ivoirité

En partie d'après : Anne Volvey, Yveline Déverin, Myriam Houssay-Holzschuch, Estienne Rodarry, Isabelle Surun, Karine Bennafla *L'Afrique*, coll. Clefs-concours, Atlande, 2005, 288 p

Nord/ sud ?

La crise ivoirienne n'est pas réductible à une opposition entre un nord musulman "rebelle" et un sud chrétien "loyaliste". Au recensement de 1998, sur les 15,4 millions d'habitants, 39% se déclarent musulmans, 30% chrétiens, 12% animistes. Seuls 29% des musulmans de Côte d'Ivoire résident dans le nord, et Abidjan, capitale économique et "capitale de la zone gouvernementale", abritait 20% des musulmans du pays. Mieux le secrétaire général de la rébellion, Guillaume Soro est chrétien et même ancien séminariste, alors que le président de l'Assemblée Nationale, Mamadou Koulibaly, chef de l'aile dure du soutien au président Laurent Gbagbo, est musulman.

Ethnique ?

La crise n'est pas non plus réductible à un conflit interethnique. La Côte d'Ivoire compte une soixantaine d'ethnies réparties en trois grandes familles : au sud, le groupe des lagunaires et Akan (au nombre desquels, au centre-est, les Baoulé, ethnie de l'ancien président Houphouët-Boigny); au nord et au nord-est, le groupe gur ou voltaïque (parmi lesquels les Sénoufo); au nord-ouest le groupe Mandingue (parmi lesquels les Dioula) (carte je pense que ce sera bien plus simple avec la carte). Il n'y a pas forcément rivalité entre ces groupes et dans bien des zones de contacts, ils sont très mélangés y compris au sein des familles. Ils se croisent en particulier dans la région de Bouaké, la capitale de la rébellion, mais il ne faut pas y voir un rapport de cause à effet.

Il faut ajouter à cette composition ethnique interne les populations originaires du Mali et du Burkina Faso, qui constituent une part non négligeable de la population totale ivoirienne, comprise, suivant les estimations, entre 25 et 28%. Ces populations immigrées sont en partie co-ethniques des populations du nord ivoirien (appartenance au même groupes gur ou voltaïque et mandingue). Attention, il ne faut pas oublier que les « étrangers » ne sont pas naturalisés (**droit du sang** et non droit du sol) et il faut donc lire le taux d'étranger avec l'idée de ce que ce serait en France si depuis un siècle, les immigrés (polonais, italiens, espagnols, portugais, tunisiens, algériens, marocains, turcs, etc, n'avaient jamais obtenu la nationalité française).

Cependant, la combinaison du libéralisme économique et de l'absence de libéralisme politique (régime du parti unique) qui caractérisait le "modèle" de développement imposé à la Côte d'Ivoire par Houphouët-Boigny (président entre 1960 et 1993, date de sa mort), contribue à l'interaction détonante de la crise économique et de la libéralisation politique autour de la question de l'ivoirité.

Ivoirité !

L'invention de l'idée d' "ivoirité" au début des années quatre-vingt-dix crée, en effet, les conditions d'une crispation entre les groupes ethniques et nationaux rassemblés à l'intérieur des limites du territoire ivoirien. Cette crispation est favorisée par les enjeux géostratégiques d'échelle internationale et sous-régionale qui traversent ce poids lourd de l'ouest africain.

L'idéologie de l' "ivoirité" prône la discrimination des différentes catégories de citoyens ivoiriens entre elles. Dans un État où la transmission de la nationalité est fondée sur le droit du sang (par opposition au droit du sol), cette idéologie fonde l'ivoirité sur la notion de "pureté identitaire" qui oppose "les ivoiriens de souche" à ceux qui, n'étant pas nés "de père et de mère eux-mêmes ivoiriens d'origine", ne sont que citoyens de seconde zone. L'idée d'ivoirité a été développée et utilisée, dans le contexte de l'instauration du multipartisme, pour écarter par deux fois de la candidature à la présidence de la République (en 1994 et 2000) l'ancien directeur général adjoint du FMI, ancien premier ministre d'Houphouët-Boigny et président du RDR (Rassemblement des Démocrates Républicains), **Alassane Dramane Ouattara (ADO)**, un homme du nord de la Côte d'Ivoire.

Progressivement, les patronymes du nord, que la Côte d'Ivoire partage avec les pays voisins pour cause de co-ethnicité, sont considérés comme "étrangers" et ceux qui les portent, rencontrent des difficultés à faire reconnaître leur nationalité ivoirienne. La traduction politique de cette idéologie s'est finalement élaborée en une équation simpliste qui s'impose aux ivoiriens comme une évidence et qui constitue le fondement du programme du parti de Laurent Gbagbo, le FPI (Front Populaire Ivoirien, paradoxalement membre de l'Internationale Socialiste), depuis le début des années 2000 : ADO = militants du RDR = gens du nord = musulmans = Dioulas = étrangers.